

Publications périodiques

Comptes annuels

DEDALUS FRANCE

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 32 211 105,35 euros
Siège social : 22 avenue Galilée – 92350 Le Plessis Robinson
319 557 237 R.C.S Nanterre.

I. Les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 publiés dans le rapport financier annuel (diffusé et mis en ligne sur le site de la société www.dedalus-france.fr) ainsi que la proposition d'affectation du résultat publiée au BALO le 24 mai 2019 dans l'avis préalable, ont été approuvés sans modification par l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2019.

II. Attestations des commissaires aux comptes (Extraits des rapports)**1. Opinion sur les comptes annuels**

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS - POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Comptabilisation du chiffre d'affaires***Risque identifié***

Le chiffre d'affaires de la société inclut des ventes de licences, des prestations de maintenance et des prestations de services. En général, ces éléments constituent des obligations de prestation distinctes dont le chiffre d'affaires est reconnu séparément.

S'agissant des licences, le produit des concessions de licences est enregistré lors du transfert des risques et avantages. Celui-ci intervient généralement à la livraison.

S'agissant des prestations de maintenance rattachées aux licences, les risques et avantages sont transférés progressivement et le chiffre d'affaires est reconnu de façon linéaire sur la durée des prestations.

S'agissant des prestations de services, le chiffre d'affaires est reconnu progressivement en fonction du degré d'avancement.

Le chiffre d'affaires issu de contrats à éléments multiples, est reconnu progressivement en fonction du degré d'avancement.

Nous avons considéré que la reconnaissance du chiffre d'affaires liée à la correcte séparation des exercices constituait un point clé de l'audit compte tenu du volume des prises de commandes et du chiffre d'affaires y afférant réalisé au cours du dernier trimestre de l'exercice.

Notre réponse

Notre approche d'audit a consisté à :

- Analyser, pour une sélection de contrats, les termes contractuels et apprécier si les prestations de service étaient essentielles au transfert de risques et avantages des licences ;
- S'assurer que la date du transfert des risques et avantages au client, ou de la période de transfert des risques et avantages au client, pour les prestations de services dont le chiffre d'affaires est reconnu progressivement, était correctement appréhendée ;
- S'assurer de la correcte comptabilisation du chiffre d'affaires en résultant.

Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations données dans l'annexe aux comptes annuels.

— Valorisation des créances

Risque identifié

Les créances clients comprennent des créances clients facturées ainsi que des factures à émettre. Au 31 décembre 2018, ces créances figurent dans l'état de la situation financière pour un montant net de 14 699 k€. Comme indiqué dans la note 4.3.2.4 de l'annexe aux comptes annuels, les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

L'évaluation de ce risque a conduit la direction à constater des dépréciations à hauteur de 2 846 k€ au 31 décembre 2018.

Nous avons considéré que la dépréciation des créances constituait un point clé de l'audit compte tenu des délais de paiement du secteur hospitalier, des zones de jugement existantes et eu égard à leur caractère significatif dans le total de l'actif.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses retenues par la Direction pour déterminer la valorisation des créances.

Nous avons :

- Analysé la balance âgée et effectué une analyse de l'antériorité des créances ;
- Analysé les paiements reçus postérieurement à la clôture relatifs aux créances au 31 décembre 2018 ;
- Analysé l'antériorité des factures à établir et analysé les hypothèses de provisionnement.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, sont mentionnées de façon incomplète dans le rapport de gestion. En conséquence nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

2. Opinion sur les comptes consolidés

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS - POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

— Comptabilisation du chiffre d'affaires

Risques identifiés

Le chiffre d'affaires du groupe inclut des ventes de licences, de services de soutien technique après-vente s'y rattachant ainsi que de prestations de services. En général, ces éléments constituent des obligations de prestation distinctes dont le chiffre d'affaires est reconnu séparément :

S'agissant des licences, le produit des concessions de licences est enregistré lors du transfert du contrôle. Celui-ci intervient généralement à la livraison.

S'agissant des services de soutien technique après-vente rattachés aux licences, le contrôle est transféré progressivement et le chiffre d'affaires est reconnu de façon linéaire sur la durée des services.

S'agissant des prestations de services, le chiffre d'affaires est reconnu progressivement en fonction du degré d'avancement.

Le chiffre d'affaires issu de contrats complexes pour lesquels les prestations ne sont pas distinctes, est reconnu progressivement en fonction du degré d'avancement.

Nous avons considéré que la reconnaissance du chiffre d'affaires liée à la correcte séparation des exercices constituait un point clé de l'audit compte tenu du volume des prises de commandes et du chiffre d'affaires y afférant réalisé au cours du dernier trimestre de l'exercice.

Notre réponse

Notre approche d'audit a consisté à :

- Analyser, pour une sélection de contrats, les termes contractuels et apprécier si les obligations de prestations de services étaient distinctes ou non ;
- S'assurer que la date du transfert de contrôle au client, ou de la période de transfert de contrôle au client, pour les prestations de services dont le chiffre d'affaires est reconnu progressivement, était correctement appréhendée ;
- S'assurer de la correcte comptabilisation du chiffre d'affaires en résultant.

Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations données dans l'annexe aux comptes consolidés.

— Dépréciation des créances

Risques identifiés

Les créances clients comprennent des créances clients facturées ainsi que des factures à émettre. Au 31 décembre 2018, ces créances figurent dans l'état de la situation financière consolidée pour un montant net de 22 264 k€.

Comme indiqué dans la note 3.6.2.2.15-4 de l'annexe aux comptes consolidés, les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

L'évaluation de ce risque a conduit la direction à constater des dépréciations à hauteur de 3 436 k€ au 31 décembre 2018.

Nous avons considéré que la dépréciation des créances constituait un point clé de l'audit compte tenu des délais de paiement du secteur hospitalier, des zones de jugement existantes et eu égard à leur caractère significatif dans le total de l'état de la situation financière consolidée.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses retenues par la Direction pour déterminer la valorisation des créances.

Nous avons :

- Analysé les balances âgées et effectué une analyse de l'antériorité des créances ;
- Analysé les paiements reçus postérieurement à la clôture relatifs aux créances au 31 décembre 2018 ;
- Analysé l'antériorité des factures à établir et analysé les hypothèses de provisionnement.

VERIFICATION DES INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE DONNEES DANS LE RAPPORT DE GESTION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris La Défense et à Paris, le 30 avril 2019
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Xavier Troupel
Associé

ACTHEOS

Emmanuelle Rouxel
Associée